

Taxe d'accise

agriculteurs. En surcroît de la taxe supplémentaire désormais perçue à la pompe à essence, la nouvelle taxe rend extrêmement difficile pour les agriculteurs de continuer à exploiter leurs terres.

Je voudrais faire consigner une lettre parue dans un certain nombre de journaux un peu partout au Canada. Elle a été rédigée par un M. J. T. Bishop, agriculteur à Three Hills, en Alberta. Voici ce qu'il dit:

Je me dois de protester contre la taxe inique sur les produits pétroliers qu'il nous faut payer depuis le rachat de Petrofina. Cette taxe est aussi injuste que la taxe sur le thé imposée par les Britanniques, et qui a provoqué le Boston tea-party et précipité la guerre d'Indépendance américaine.

Les cultivateurs de l'Ouest, coincés en raison de leur forte consommation d'énergie, sont obligés de payer de 10 à 20 fois plus que le Canadien ordinaire pour acheter des stations-services à leurs concitoyens de l'Est, alors qu'eux-mêmes ne s'en servent jamais. En outre, étant donné l'utilisation généralisée du gaz naturel en Alberta, les Albertains paient plus d'impôt sur ce produit que tous leurs autres concitoyens mis ensemble, sans qu'il leur reste quoi que ce soit. Dans mon cas, comme je suis propriétaire de plusieurs grosses éleveuses dont l'exploitation requiert une forte consommation de gaz naturel pour maintenir la chaleur nécessaire à la survie des poussins, il me faudra probablement payer le chauffage dix fois plus cher que l'agriculteur moyen qui, lui, ne doit chauffer qu'une maison et, à la rigueur, un atelier.

Je souscris totalement au principe de la participation canadienne, mais je m'oppose néanmoins formellement au principe de la participation du gouvernement compte tenu de l'incurie de ses services gonflés par les parachutages politiques libéraux.

Si je dois contribuer à l'achat de Petrofina pour Petro-Canada, je devrais alors recevoir des actions en nombre proportionnel à la somme que j'aurai payée et, comme s'il ce fut agi d'un investissement, je devrais recevoir des dividendes qui me permettraient d'atténuer quelque peu les difficultés provoquées par ces paiements qu'on m'impose. Ce ne serait que juste pour tous et chacun d'entre nous. Je contribuerais ainsi à la canadienisation de l'industrie et, en ma qualité de propriétaire d'une partie de la société, j'aurais de quoi être fier de Petro-Canada et je serais incité à l'appuyer.

Je m'engage à ne jamais acheter un seul gallon d'essence de Petrocan, société d'État, tant que je pourrai m'en procurer ailleurs. En outre, pareille taxe inique donne une nouvelle importance aux objectifs de la Fédération de l'Ouest et les font paraître comme étant le seul moyen pour nous, les habitants de l'Ouest, d'obtenir un traitement équitable.

Cette lettre est signée d'un agriculteur, non pas d'un révolutionnaire à tout crin, mais d'un citoyen ordinaire qui ne voit son succès qu'à ses efforts personnels. Il voit aujourd'hui son capital grignoté par d'une taxe injuste. Cette taxe d'accise sur le gaz naturel est totalement injuste pour certaines régions. Elle frappe la Colombie-Britannique et l'Alberta encore davantage parce que la consommation de gaz naturel est chose courante. Il faudrait supprimer cette taxe injuste. Au lieu de servir à unir notre pays, elle fera des partisans du gouvernement actuel d'irréductibles adversaires. Car ils voient trop bien l'iniquité de cette mesure.

● (2100)

J'appuie la requête présentée aujourd'hui par le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson). Il a demandé au gouvernement de supprimer la taxe d'accise et la taxe sur la production. Cette taxe ne fera qu'attiser le sentiment séparatiste de l'Ouest. Sans compter qu'elle sèmera la division dans l'Est également. Presque chaque industrie de l'Est en subit les conséquences. Non seulement cette taxe n'est avantageuse pour personne, mais elle cause du tort. Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a dit qu'elle défiait toutes les conventions. Un gouvernement n'en taxe pas un autre. La Reine du chef du gouvernement fédéral ne doit pas taxer la Reine du chef d'un gouvernement provincial. Un gouvernement provincial ne doit pas taxer un autre gouvernement provincial. C'est un principe depuis longtemps établi.

Mais le gouvernement actuel se fiche des conventions. Parce qu'il dispose d'une majorité parlementaire, il fait ce qui lui plaît sans se soucier de l'avis du public. Je me demande pendant combien de temps les citoyens canadiens vont endurer une telle attitude. Le gouvernement refuse d'entendre raison. Bien que la Cour Suprême du Canada ait jugé cette mesure illégale, le gouvernement n'en tient pas compte. Il continue de prélever la taxe en dépit de la décision du tribunal. Nous nous demandons ensuite pourquoi nos enfants se permettent des écarts et défient volontiers la loi. Le gouvernement leur montre l'exemple. Je répète qu'il continue de prélever une taxe déclarée illégale par la Cour Suprême de l'Alberta.

Aux termes de nos conventions, aucun gouvernement quelle que soit son allégeance, n'a jamais taxé un autre gouvernement pour garnir ses coffres. Cela ne se fait pas. Mais le gouvernement s'entête dans son erreur. Je me demande pendant combien de temps les électeurs canadiens vont le supporter. Pour ma part, je doute que l'Ouest le tolère longtemps. La tension ne cesse de monter.

Le gouvernement verse de l'huile sur le feu. Cela me rappelle un incident dans le Voyage du Pèlerin; un type essaie d'éteindre un feu avec de l'eau alors qu'un autre bonhomme, de l'autre côté du feu, y verse de l'essence pour l'alimenter. Voilà ce que le gouvernement actuel semble vouloir faire.

Pendant des années, nos Indiens ont vécu au bord de la famine. Parlez-en à n'importe quel député qui a visité un foyer sur une réserve indienne, demandez-lui s'il s'est senti fier d'être Canadien. Depuis quelques années, les Indiens essaient de voler de leurs propres ailes en mettant en valeur leurs ressources naturelles. Bien que la loi stipule que les réserves indiennes sont exemptes d'impôt, le gouvernement fédéral taxe le gaz naturel qui s'y trouve. Il refuse aux autochtones la chance de se suffire à eux-mêmes et d'être en mesure de faire leur apport au pays. Nos indigènes veulent vivre une vie dont ils puissent être fiers; ils veulent donner à leurs enfants l'éducation qu'ils méritent au lieu de les laisser vivre dans la pauvreté et courir le risque de crever de faim.

Nous entendons beaucoup parler des pauvres et des affamés d'autres pays. Allez rendre visite aux personnes du Canada qui ont faim. Les Indiens sont ramenés au point où ils étaient il y a vingt ans. Ils ont trimé pour en arriver où ils sont aujourd'hui, et maintenant le gouvernement leur réclame sa livre de chair, sans se soucier du mal qu'il leur fait. C'est Shakespeare qui a écrit, en parlant de prendre une livre de chair, qu'il fallait le faire sans verser une once de sang. Le ministre des Finances et le gouvernement réclament leur livre de chair même à ceux qui vivent dans les réserves. Je ne sais pas combien de temps les Indiens le toléreront.

Le gouvernement ne veut pas écouter la population. Je ne me souviens pas d'un gouvernement qui soit resté aussi indifférent à la situation. Il ne s'en fait absolument pas. Aux questions que nous multiplions, nous n'obtenons que des réponses frivoles, même du premier ministre (M. Trudeau). Nous entendons parler de la faim et de la privation au Canada le fait sourire ou rire. Avant de penser à nourrir le reste du monde, il devrait s'occuper des siens. Beaucoup de Canadiens souffrent de la faim.